



A.F.P

Vietnam : l'enjeu est à Saigon

Pierre Naville

Les dernières semaines de mars ont vu l'échec de plusieurs tentatives d'aboutir au Vietnam, à un « Compromis » qui faciliterait en fin de compte le jeu du gouvernement Johnson sans pour autant rétablir véritablement la paix.

Le gouvernement français n'en a rien dit jusqu'à présent. Ce n'est pas parce que Couve de Murville n'avait rien à en dire, malgré son échec électoral. C'est parce que de Gaulle ne savait pas quoi dire. Mais le mouvement socialiste n'a pas les mêmes raisons de se taire. Il est essentiel pour lui, tout au contraire, de faire la clarté sur cet échec.

Le 23 mars, Hanoï a fait connaître le texte d'une lettre personnelle envoyée le 8 février par Johnson à Ho Chi Minh, et la réponse que celui-ci avait faite au Président des États-Unis dès le 15 février. Huit jours plus tard, le 30 mars, M. Thant, le secrétaire de l'O.N.U., a fait connaître le texte d'un nouveau « plan de paix » qu'il avait communiqué le 14 mars au

gouvernement de Hanoï, et la réponse négative que celui-ci y avait faite dès le 21 mars, c'est-à-dire au moment où se tenait la conférence de Guam, qui a prélué à une reprise élargie de l'action militaire américaine.

L'enchaînement de la discussion est donc clair. Au début février, Johnson envoie une lettre destinée dans son esprit à manifester la « bonne volonté américaine ». Un mois plus tard, Thant envoie un « plan » qui reprend sous une autre forme l'initiative américaine. Ces deux messages reçoivent la même ferme réponse de Ho Chi Minh. Et après ces tentatives, comme si elles avaient été faites exprès, Johnson réunit à Guam une conférence avec les chefs militaires américains et les généraux sud-vietnamiens, pour mettre au point les dispositifs offensifs de la phase nouvelle de la guerre.

Quant au contenu des messages, il est tout à fait clair. Que réclame Johnson, dans sa lettre à Ho Chi Minh ? « Je suis prêt,

dit-il, à ordonner la cessation des bombardements contre votre pays et à arrêter toute augmentation des effectifs des forces américaines au Vietnam du Sud, et cela dès que je serai assuré que l'infiltration vers le Vietnam du Sud, par terre et mer a cessé. » Dans ce cas de « sérieuses discussions privées » pourraient mener « vers une paix rapide. » Autrement dit, cessez de soutenir les révolutionnaires du Sud-Vietnam, laissez-nous renforcer le gouvernement Ky, et nous cesserons d'attaquer votre pays. A cela, Ho Chi Minh a fait la réponse qu'il n'a jamais cessé de faire : « Le gouvernement des Etats-Unis doit cesser définitivement et inconditionnellement les bombardements et tous autres actes de guerre contre la République Démocratique du Vietnam, retirer du Vietnam du Sud toutes les troupes américaines et satellites, reconnaître le Front national de Libération du Vietnam du Sud et laisser le peuple vietnamien régler lui-même ses propres affaires. »

Quant au secrétaire général de l'O.N.U., sa position est plus nuancée, mais ne tient pas compte de la position de Hanoï. Il demande :

- 1- Un cessez-le-feu avec maintien en l'état ;
- 2- Des conversations conduisant à la reprise de la conférence de Genève. Il ajoute que pour discuter du cessez-le-feu, la participation du gouvernement de Saigon et du Front national de Libération seraient nécessaires. A ces propositions, que Johnson a fait mine de trouver intéressantes et que le général Ky a repoussées en affirmant « pour la mille et unième fois » que son gouvernement « refusera de négocier avec le soi-disant Front national de Libération », Hanoï a répondu que cela consistait à substituer « la désescalade réciproque » à « l'arrêt inconditionnel des bombardements ». Appeler les deux parties au cessez-le-feu, dit sa mise au point, « à entamer des négociations sans condition au moment où les Etats-Unis font de sérieux pas dans l'escalade militaire dans les deux zones du Vietnam, c'est ne pas distinguer les agresseurs des victimes de l'agression. »

Voilà qui est clair. Toutes les tentatives de compromis, en admettant qu'il s'agisse vraiment de compromis, se heurtent à deux faits essentiels qui rendent définitivement caducs les accords de Genève comme base d'une négociation quelconque. D'abord, l'agression américaine contre le Nord-Vietnam par voie aérienne et navale. Cette destruction systématique a créé une situa-

tion que n'avaient évidemment pas prévue les accords de Genève : l'agression militaire directe d'un pays indépendant par les Etats-Unis. Pour que de Gaulle en personne se soit prononcé contre ces bombardements ininterrompus, menés à partir de porte-avions, de la VII^e Flotte, des îles du Pacifique et de Thaïlande, il faut vraiment qu'il s'agisse d'une sorte de scandale international, tout aussi insupportable que la violation de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie par les troupes d'Hitler. Aucun pays indépendant soumis à une attaque systématique de cette sorte ne pourrait négocier sous cette menace permanente. Si un *cessez-le-feu* au Sud-Vietnam doit être un maintien du statu quo, cela signifie que tout bombardement du Vietnam du Nord doit d'abord cesser pour que ce statu-quo devienne possible. Autrement, demander un cessez-le-feu au Nord et au Sud revient à légitimer les bombardements américains.

M. Thant a dû finalement reconnaître lui-même cette situation puisque dans une nouvelle déclaration faite le 3 avril il a indiqué que sa première proposition avait surtout pour objet de faire voir l'impasse où la guerre était engagée, mais qu'il pensait que la seule solution possible pour aboutir à des négociations était maintenant un cessez-le-feu conditionnel unilatéral de la part des Etats-Unis, et l'arrêt sans conditions des bombardements du Nord.

Le pouvoir à Saigon

L'autre fait capital, c'est la situation du pouvoir à Saigon et dans la plus grande partie du Vietnam du Sud.

Après dix ans de crises successives, après trois ans de guerre intérieure ouverte, avec l'implantation d'une force militaire américaine de plus de 400.000 hommes, le pouvoir des généraux de Saigon est plus faible que jamais. Leur base sociale est réduite aux grands propriétaires fonciers, au grand commerce et aux spéculateurs, aux cadres administratifs soumis à la dictature, qui ont perdu tout contact avec la majeure partie du pays. Tenter une « reconstruction économique » sur une pareille base, comme les Etats-Unis les poussent à le faire, c'est jeter de l'eau — ou plutôt des dollars — au tonneau des Danaïdes. L'économie sud-vietnamienne n'est déjà plus une unité. Le pouvoir du F.N.L. domine la plus grande partie des campagnes, et dans les villes le petit peuple des travailleurs artisanaux, des transporteurs, des petits employés, et de la

plus grande partie des intellectuels. Comme l'écrivait le *New York Times* le 22 mars, « étant donné que tout règlement politique de la guerre nécessiterait une forme quelconque de participation à la vie nationale des groupes qui constituent actuellement le Front national de Libération, le gouvernement de Saigon, à constituer, devra bien aborder le problème formidable d'une entente politique avec ceux qui sont en rébellion armée. »

Mais ce n'est pas seulement sur le terrain politique et militaire que se développe l'affrontement. C'est ainsi et surtout sur le terrain social, c'est-à-dire celui qui décide de tout dans une guerre civile. Malgré les conditions militaires de la lutte — et souvent grâce à elles — le F.L.N. a commencé une révolution des campagnes qui bouleverse les conditions économiques traditionnelles. Dans les zones libérées, les paysans ont entamé une réforme agraire, constitué des coopératives d'entraide et de production, réorganisé de petites industries et des ateliers artisanaux, en éliminant les gros propriétaires

et les spéculateurs capitalistes. A travers les lourdes charges de la guerre s'esquisse une révolution sociale, et cette révolution, dont les généraux saïgonnais comprennent bien le sens, est la raison pour laquelle un « compromis » qui n'en tiendrait pas compte à de moins en moins de chances de succès.

En définitive, la politique américaine ne combat donc pas seulement pour essayer d'abattre le régime de Hanoï — sans parler de celui de la Chine — c'est-à-dire « le communisme mondial », mais pour étouffer si possible une révolution sociale qui se développe au Vietnam du Sud par suite des conditions que l'impérialisme et le féodalisme y ont imposées depuis la défaite de la France en 1954.

C'est pour cette raison fondamentale que les forces vraiment socialistes du monde entier défendent aujourd'hui de façon de plus en plus vigoureuse la lutte des travailleurs vietnamiens pour l'indépendance et pour une vie sociale nouvelle. Le pouvoir à Saigon reste donc l'enjeu véritable de la lutte, et aucun retour à la paix n'est sérieusement concevable sans que le pouvoir des généraux de Saigon soit battu.

Ce qui se passe actuellement au Vietnam peut quelquefois paraître lointain ou secondaire vu de l'Europe. Mais c'est une courte vue. Ceux qui parlent de socialisme dans les « pays industriellement développés » sans comprendre que les peuples en lutte directe contre l'impérialisme américain sont leurs meilleurs alliés, et bien souvent même leurs précurseurs, n'ont pas conscience des relations étroites qui unissent aujourd'hui les événements sur tous les points du globe. Le capitalisme américain, lui, a cette conscience : il se bat partout pour imposer ses volontés et ses intérêts — en Europe pour y infiltrer ses capitaux, ses intrigues économiques et ses troupes atlantiques, à Cuba et en Amérique Latine pour y étrangler les rébellions agraires et les mouvements ouvriers, aux frontières de la Chine et de l'U.R.S.S. pour y neutraliser les ferments révolutionnaires. Mais aujourd'hui, c'est au Vietnam que se joue la partie capitale, et c'est au soutien de la plate-forme du gouvernement de Hanoï et du F.L.N. du Vietnam Sud qu'il faut appeler tous les socialistes — comme déjà nous l'avons fait pour les combattants de l'Algérie nouvelle. □

Les 4 points de la R.D.V

1^{er} point - Reconnaissance des droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien.

2^{ème} point - Respect des dispositions militaires des accords de Genève de 1954.

3^{ème} point - Règlement des affaires du Sud-Vietnam par son peuple, suivant le programme politique du F.N.L. et sans intervention étrangère.

4^{ème} point - Réunification pacifique du Vietnam qui sera l'affaire de la population des deux zones sans ingérence étrangère.

Les 5 points du F.N.L.

1^{er} point - L'agresseur est l'impérialisme américain.

2^{ème} point - Le peuple du Sud-Vietnam entend créer un État indépendant, en marche vers la réunification de la patrie.

3^{ème} point - Le peuple du Sud-Vietnam et les troupes du F.N.L. sont décidés à chasser les impérialistes américains du Sud.

4^{ème} point - Le peuple du Sud-Vietnam fait appel à la solidarité du monde entier.

5^{ème} point - Le peuple vietnamien est résolu à libérer le Sud, préserver le Nord et réunifier la patrie.